ERPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET Nº 88-93 du 3 Mars 1988

portant réintégration dans la Fonction Publique, à l'issue de la mise en disponibilité, du Camarade Samel DOSSOU, Magistrat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'Ordonnance N° 77-32 du 9 Semptembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée,
- VU le décret N°88-51 du 26 Janvier 1988 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,
- VU la Loi Nº 86-013 du 26 Février 1986 portant Statut Général des Agents Permanents de l'Etat,
- VU le décret Nº 59-222 du 15 Décembre 1959 portant règlement sur la rémunération, les indemnités et avantages matériels divers alloués aux Fonctionnaires des Administrations et Etablissements Publics de l'Etat et les actes qui l'ont modifié,
- VU la Loi Nº 83-005 du 17 Mai 1983 portant Statut de la Magistrature Béninoise,
- VU le décret Nº 86-78 du 5 Mars 1986 portant mise en disponibilité du Camarade Samuel DOSSOU, Magistrat,
- SUR Rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Chargé de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques,
- LE Comité Permanent du Conseil Exécutif National entendu en sa séance du 24 Février 1988,

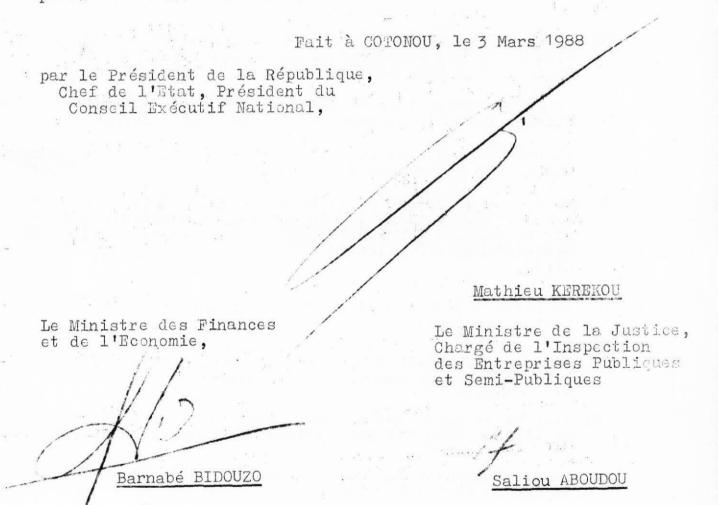
DECRETE

Article 1er. - Conformément aux dispositions de l'article 119 alinéa 1 du Statut Général des Agents Permanents de l'Etat, le Camarade Samuel DOSSOU, Magistrat A1-8, bénéficiaire d'une mise en disponibilité de deux (2) ans du (2-5-1986 au 2-5-1988) est réintégré dans le Corps de la Magistrature béninoise pour compter du 3 Mai 1988.

Article 2.- Conformément aux dispositions de l'article 6 alinéa 5 de la Loi N° 83-005 du 17 Mai 1983 portant statut de la magistrature béninoise, le Camarade Samuel DOSSOU prêtera à nouveau serment avant d'entrer en fonction.

Article 3.- Les soldes et accessoires de l'intéressé sont imputables au chapitre 218-06-1 du Budget National exercice 1908.

Article 4.- Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Chargé de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques et le Ministre des Finances et de l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.



Ampliations: PR 6 SA/CC DU PRPB 2 SGCEN 4 SPD 2 MJIEPSP 10 MFE 2 AUTRES MINISTERES 13 DEP-DGAJL-INSAE 3 IGE ET SES SECTIONS 3 DCCT-ONEPI-GDE CHANC. 3 SOLDE-DB-DCOF 6 TRESOR-DI-CSM 2 BOP 1 JORPB 1 INTERESSE 1 BN-DAN 2.